

# **TABLE DES MATIÈRES: MANIFESTATIONS 29 MARS 2007**

<b>29 mars 2007.....</b>	<b>2</b>
<a href="#">LE DEVOIR : Caricature : So...so...so..., par Garnotte - Édition du vendredi 30 mars 2007.....</a>	<a href="#">2</a>
<a href="#">LE DEVOIR : 1ère page : Dans la rue pour la gratuité - Des étudiants brandissent le spectre d'une grève générale illimitée - Édition du vendredi 30 mars 2007.....</a>	<a href="#">3</a>
<a href="#">LA PRESSE : Sitôt réélu, Charest est confronté à la grogne étudiante - Le vendredi 30 mars 2007.....</a>	<a href="#">5</a>
<a href="#">LA PRESSE : Les élèves du secondaire suivent leurs aînés - Le vendredi 30 mars 2007.....</a>	<a href="#">7</a>
<a href="#">LE SOLEIL: La capitale isolée - Vendredi 30 mars 2007.....</a>	<a href="#">8</a>
<a href="#">LE SOLEIL: ADQ et PLQ pour le dégel - Vendredi 30 mars 2007.....</a>	<a href="#">9</a>
<a href="#">LE SOLEIL: Montréal envahie par les étudiants - Vendredi 30 mars 2007.....</a>	<a href="#">10</a>
<a href="#">24 HEURES: Contre le dégel des frais de scolarité - Vendredi 30 mars 2007.....</a>	<a href="#">11</a>
<a href="#">MÉTRO: Photo: Manif: "Nous ne sommes pas clients, nous sommes étudiants! » - Vendredi 30 mars 2007.....</a>	<a href="#">12</a>
<a href="#">JOURNAL DE MONTRÉAL: "Il faut multiplier par six les frais de scolarité" - Robert LAcroix - Vendredi 30 mars 2007.....</a>	<a href="#">12</a>
<a href="#">JOURNAL DE MONTRÉAL: Manifestation: Frais de scolarité: Québec va mettre fin à la gratuité - Vendredi 30 mars 2007.....</a>	<a href="#">13</a>
<a href="#">THE GAZETTE : Students take free-tuition demand to streets: Protesters denounce Charest, Dumont - Friday, March 30, 2007.....</a>	<a href="#">14</a>
<a href="#">RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestation étudiante : Circulation perturbée au centre-ville - Mise à jour le jeudi 29 mars 2007 à 17 h 05.....</a>	<a href="#">15</a>
<a href="#">LCN : Frais de scolarité : Des milliers d'étudiants manifestent - Mise à jour: jeudi 29 mars 2007, à 16:03.....</a>	<a href="#">15</a>
<a href="#">RADIO-CANADA / POLITIQUE : Droits de scolarité : La gratuité plutôt que le dégel - Mise à jour le jeudi 29 mars 2007 à 15 h 07.....</a>	<a href="#">15</a>
<a href="#">RADIO CANADA / POLITIQUE : Droits de scolarité : La gratuité plutôt que le dégel - Mise à jour le jeudi 29 mars 2007 à 11 h 14.....</a>	<a href="#">16</a>
<a href="#">LE DEVOIR : En grève pour la gratuité - Édition du jeudi 29 mars 2007.....</a>	<a href="#">16</a>
<a href="#">MÉTRO : 1ère page : Grève étudiante d'un jour contre le dégel - Jeudi 29 mars 2008.....</a>	<a href="#">17</a>
<a href="#">THE GAZETTE : Students to protest today as tuition hike looms: Liberals, ADQ on similar wave lengths - Thursday, March 29, 2007.....</a>	<a href="#">17</a>
<a href="#">CNW : Convocation - Grève étudiante et manifestation le 29 mars: Le dégel ne passera pas (ASSE) - Mercredi 28 mars 2007, à 7h00.....</a>	<a href="#">18</a>
<a href="#">LE DEVOIR : En bref - Dégel des droits de scolarité: l'ASSE menace d'une grève générale - Édition du lundi 26 mars 2007.....</a>	<a href="#">18</a>
<a href="#">24 HEURES : Les étudiants prêts à la grève - Lundi 26 mars 2007.....</a>	<a href="#">19</a>
<a href="#">MÉTRO : Dégel des frais de scolarité : menace de grève générale illimitée - Lundi 26 mars 2007.....</a>	<a href="#">19</a>
<a href="#">LCN : Droits de scolarité : Les étudiants lancent un ultimatum au prochain gouvernement - Mise à jour: dimanche 25 mars 2007, à 11:37.....</a>	<a href="#">20</a>
<a href="#">CYBERPRESSE : Menace d'une grève générale en cas de dégel des droits - Le dimanche 25 mars 2007.....</a>	<a href="#">20</a>

## **CITATION de la semaine**

Le ministère de l'Éducation ne semble pas vouloir sévir, lui non plus. «S'ils manifestent contre le dégel, non, la loi 142 ne s'applique pas», a indiqué mercredi soir Marie-Claude Lavigne, porte-parole du ministre Jean-Marc Fournier.

29 mars 2007

LE DEVOIR : Caricature : So...so...so..., par Garnotte - Édition du vendredi 30 mars 2007

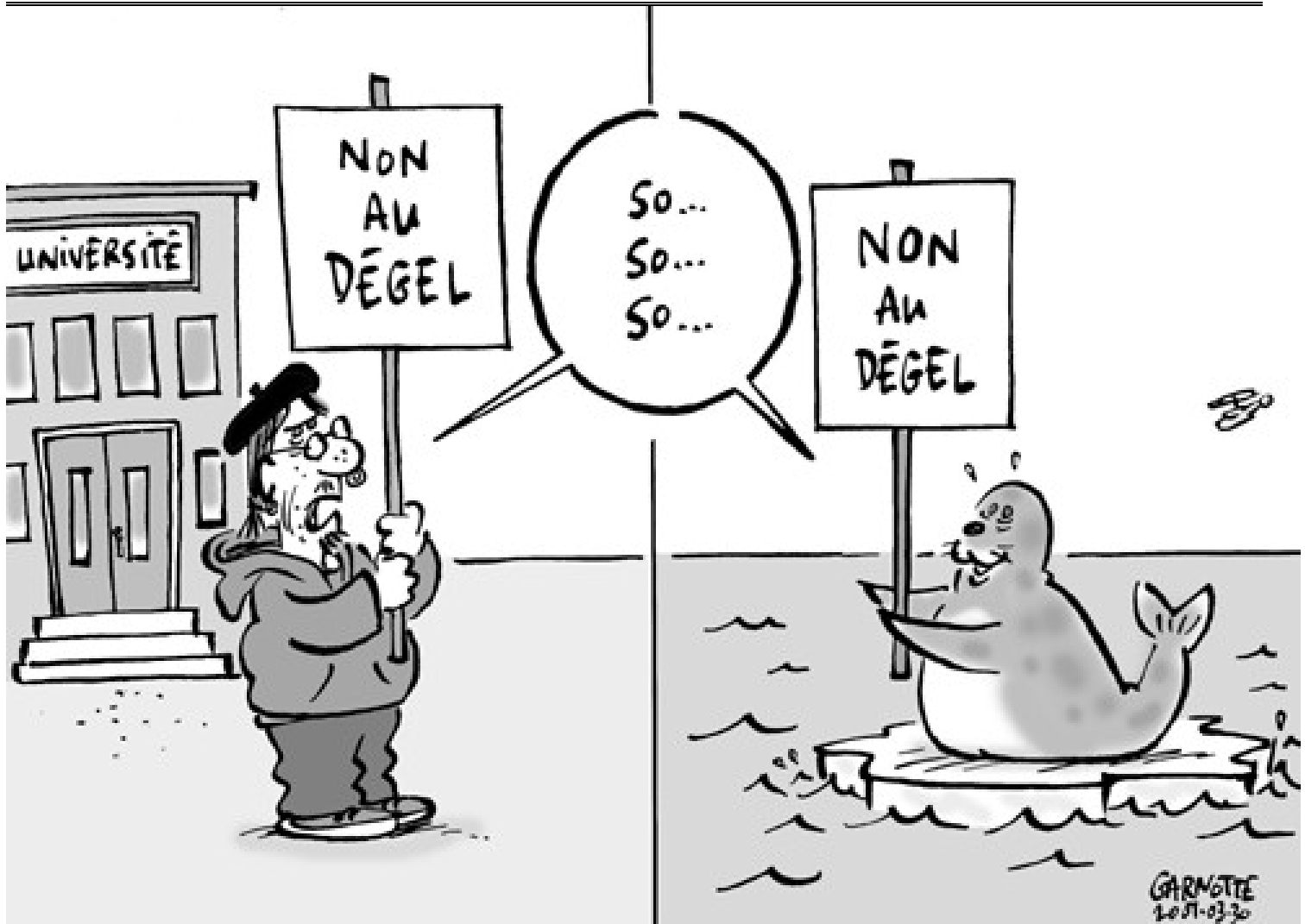




Photo: Pedro Ruiz

*Dans 16 cégeps et quelques facultés universitaires, plus de 40 000 étudiants étaient en grève l'espace d'une journée hier, ce qui leur a permis de se joindre aux manifestants.*

Marie-Andrée Chouinard

Le coeur névralgique et financier de Montréal a été envahi hier par plus de 1000 étudiants sympathiques aux revendications de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Sous un soleil printanier, les jeunes ont marché au nom de la gratuité scolaire, brandissant le spectre de la «grève générale illimitée». «On a peut-être l'air d'une gang d'utopistes, mais à voir le monde qu'il y a ici, je pense qu'on ne rêve pas en couleurs!», a lancé un étudiant à la foule réunie au square Victoria, non loin de la tour de la Bourse. «Il faut saisir nos instances, faire des actions! Il faut lancer un message clair au gouvernement que s'il ne nous écoute pas, c'est la grève générale illimitée!»

Sous les cris et les slogans bien connus des milieux étudiants -- «Sau-sau-sau, sauvons l'éducation!» --, les manifestants ont pacifiquement évolué dans le centre-ville, en pleine heure de pointe, suivant un itinéraire en apparence destiné à perturber la circulation dans le centre financier. «L'intérêt du gouvernement Charest, c'est l'argent, les banques qui nous entourent, c'est pas du tout nous autres!», a lancé un porte-parole.

Plutôt que des arrêts traditionnels aux bureaux des ministres importants, y compris celui du premier ministre Jean Charest, les étudiants ont cette fois-ci fait une pause devant un bureau d'avocats logé à la tour Ville-Marie (Lavery, de Billy) et un centre de recherche universitaire, le CIRANO.

Ils accusent le premier d'avoir produit un avis juridique pour le compte de la Fédération des cégeps limitant leur droit de manifester dans les cégeps. Ils s'insurgent contre le fait que le second ait récemment livré une étude validant l'idée de dégel des droits de scolarité à l'université.

Pendant que le Service de police de la ville de Montréal penchait pour une estimation chiffrée de 800 à 1000 personnes pour mesurer l'ampleur de la foule, les organisateurs de l'ASSÉ, eux, ont porté à 5000 le nombre de manifestants.

Dans 16 cégeps et quelques facultés universitaires, plus de 40 000 étudiants étaient en grève l'espace d'une journée, ce qui leur a permis de se joindre aux manifestants.

L'ASSÉ, souvent décrite comme une branche plus radicale comparativement aux deux fédérations étudiantes (FECQ

et FEUQ), avait convié les manifestants à s'opposer à la volonté de dégel des droits de scolarité «du gouvernement Charest-Dumont», comme ses porte-parole l'ont indiqué hier.

«Avec le gouvernement Charest qui vient d'être élu et avec un parti d'opposition encore plus à droite que lui, êtes-vous aussi inquiets que moi?», a demandé Geneviève Simon à la foule. «Les intérêts du gouvernement Charest sont ailleurs que dans l'éducation!», a ajouté l'étudiante, liée au collège Maisonneuve.

Indignée par l'idée d'un possible dégel des droits, prônée non seulement par les libéraux mais aussi par l'ADQ de Mario Dumont, l'ASSÉ revendique la «gratuité scolaire à tous les niveaux» ainsi qu'une augmentation des ressources en éducation postsecondaire. Elle souhaite également la création d'un système public de services de garde dans les établissements d'enseignement supérieur pour soutenir les étudiants parents.

«Ce n'est qu'un début, continuons le combat!», criaient les jeunes, qui portaient des dizaines de pancartes attaquant les politiques libérales. «Je ne suis pas une dépense, je suis un investissement», disait une affiche. «Tous en colère, pour la gratuité scolaire!», affirmait une autre, portée par une bande de clowns anti-droits de scolarité.

Deux syndicats d'enseignants de collège ont offert leur appui aux manifestants. La Fédération autonome du collégial (FAC) et la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNÉEQ-CSN) ont applaudi à cette présence dans la rue, dénonçant au passage la loi C-43 sur les conditions de travail des employés du secteur public, laquelle restreint les perturbations syndicales.

«Bravo, parce que vous êtes le premier mouvement de résistance au nouveau gouvernement Charest-Dumont!», a lancé Ronald Cameron, président de la FNÉEQ. «À partir de maintenant, la pression va être au maximum. Mais vous avez raison et le droit de descendre dans la rue!»

Les véhicules des policiers étaient présents hier pour baliser le parcours des manifestants, mais à certaines intersections, ils étaient si peu nombreux que cela a donné lieu à un certain chaos, des voitures s'aventurant à travers les hordes d'étudiants. Seules quelques canettes de peinture ont été lancées sur des statues bordant le bureau du premier ministre Charest, angle McGill College et Sherbrooke.





Des centaines de collégiens et d'étudiants - 3000 selon les organisateurs - ont manifesté hier dans les rues de Montréal contre le projet de Jean Charest de dégeler les frais de scolarité.

Photo Armand Trottier, La Presse



Des centaines de collégiens et d'étudiants - 3000 selon les organisateurs - ont manifesté hier dans les rues de Montréal contre le projet de Jean Charest de dégeler les droits de scolarité.

PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE

Émilie Côté

**Avec des partis au pouvoir et dans l'opposition officielle en faveur du dégel des droits de scolarité, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante compte se faire entendre au cours des prochains mois. Les membres pensent même déclencher une grève générale illimitée à l'automne. L'ASSE, qui représente 42 000 étudiants, exige la gratuité scolaire.**

Une manifestation était organisée au centre-ville de Montréal, hier après-midi. Une douzaine d'associations étaient en journée de grève, alors que trois étaient en levée de cours. Selon l'ASSE, 3000 personnes étaient présentes. Des collégiens de Sherbrooke, Drummondville, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, de même que des étudiants de certaines facultés de l'Université de Sherbrooke, de l'Université Laval et de l'UQAM.

Hier matin, l'accès au Collège Maisonneuve et au cégep du Vieux Montréal était bloqué. Au Cégep de Sherbrooke, des collégiens ont empêché les professeurs et les membres de la direction d'entrer à l'intérieur, a expliqué à *La Presse* Annie-Martin Dubois. La cégépienne se bat davantage pour le gel des droits que pour la gratuité scolaire. «Il faut que l'éducation soit une priorité. Ce n'est pas parce que nous sommes jeunes que nous ne sommes pas engagés et solidaires.»

Pour Sébastien Sanson, étudiant en communication à l'UQAM, la gratuité scolaire est un «objectif vers lequel il faut tendre». Même si le Parti libéral et l'ADQ veulent hausser les droits de scolarité - gelés depuis 1994 - Sébastien Sanson n'aurait pas souhaité que le Parti

québécois soit au pouvoir. «Si des partis de centre droit continuent d'être au pouvoir, il y aura du grabuge au niveau social et ça va aider la gauche. Québec solidaire est un nouveau parti. Il doit encore se construire.» Selon l'étudiant de 25 ans, le parti de Françoise David et Amir Khadir a des «atomes crochus» avec le PQ. Il souhaite que des députés péquistes rejoignent Québec solidaire.

#### **Une grève générale illimitée?**

Si les droits de scolarité augmentent au cours des prochains mois, il pourrait y avoir une grève générale illimitée à l'automne, avertit l'ASSE. «Nous tiendrons un congrès le 7 avril, spécifiquement sur cette question», indique le porte-parole Jaouad Laaroussi. L'ASSE cite une étude de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques qui chiffre à 550 millions la facture de la gratuité postsecondaire. «C'est clairement possible, c'est un choix politique», dit l'étudiant de 19 ans.

Hier, Ronald Cameron et Jean-Claude Drapeau, président respectif de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) et de la Fédération autonome du collégial ont soutenu les étudiants. L'ASSE s'en réjouit. «Mais nous voudrions aussi l'appui de la population en général», indique Jaouad Laaroussi.

Les manifestants ont arpenté les rues du centre-ville durant plus de deux heures du square Victoria au parc Émilie-Gamelin. Outre quelques bouchons de circulation dans les environs des rues Peel, University et Sainte-Catherine, il n'y a pas eu d'incident majeur. Aucun manifestant n'a été arrêté.

---

## **LA PRESSE : Les élèves du secondaire suivent leurs aînés - Le vendredi 30 mars 2007**

---

Louise Leduc

**Rue Saint-Denis, hier, les gens affichaient un large sourire en regardant défiler de jeunes, de très jeunes manifestants de l'école secondaire Saint-Louis, dans le quartier Mile End.**

Ces élèves du secondaire n'avaient pas attendu la permission du directeur ni des professeurs pour désertier leur école pendant l'heure du midi. «De toute façon, nos professeurs avaient l'air d'accord», avançait Maude, qui est en deuxième secondaire. Tous n'avaient pas une compréhension parfaite des enjeux. Certains trouvaient indécent qu'on augmente les droits de scolarité aussi tôt qu'en quatrième ou cinquième secondaire. D'autres disaient qu'à leur avis, un semestre universitaire devait

coûter 4000 \$. Sur le fond, cependant, ils connaissaient la rhétorique. «Si on augmente les droits de scolarité, il y a des gens qui ne pourront pas aller à l'université et ça, ce n'est pas juste», tranchait Samuel, 12 ans.

«Ils n'arrêtent pas de dire qu'il manque de médecins, alors pourquoi vouloir hausser les frais de scolarité?» demandait Marie-Ève.

En tout cas, Myriam, de son côté, avait hâte d'arriver à la hauteur du cégep du Vieux-Montréal. «Avec eux, ça va être du sérieux, ils auront plus de slogans, plus de pancartes.»

En attendant, les élèves de l'école Saint-Louis se contentaient, en descendant Saint-Denis, de crier en chœur : «Charest, salaud, le peuple aura ta peau.»

# La capitale isolée

Pierre-André Normandin

pnormandin@lesoleil.com

L'isolement des associations étudiantes de Québec dans le mouvement national inquiète à la veille d'un déterminant combat sur les droits de scolarité. La capitale semble faire bande à part alors que le gouvernement libéral et l'opposition adéquate préparent tous deux un dégel.

Alors que les principaux mouvements étudiants québécois ont organisé chacun leur journée de manifestations hier et jeudi dernier, les associations de Québec ont tenu leur propre marche, le 21 mars. Bref, les étudiants ont tenu trois manifestations en un peu plus d'une semaine pour dénoncer un même problème !

« Pour les prochaines semaines, je pense que les étudiants vont devoir travailler à une certaine unité », constate Christian Bélair, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). L'organisation qui a vu la Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) claquer la porte en novembre 2005 ne compte plus que les étudiants de l'École nationale d'administration publique (ENAP) et du campus de Lévis de l'Université du Québec à Rimouski dans la région.

De son côté, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ne représente plus aucune association dans la capitale depuis plusieurs années déjà. « On a des liens avec certains cégeps (de la capitale), mais il ne semble pas y avoir de volonté à joindre le mouvement national », indique François Laliberté-Auger, vice-président de la FECQ.

« Québec est une zone assez indépendante », constate Jnoand Laaroussi, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE). Fer de lance de la grève générale au printemps 2005, l'organisation nationale tente de convaincre des associations de Québec de joindre ses rangs. Pour l'instant, seuls les départements d'histoire et d'anthropologie de l'Université Laval proposeront à leurs membres de faire le saut.

Et encore, l'adhésion ne garantit pas la participation. Seul membre dans la capitale de l'ASSE, l'association du Cégep F.-X.-Garneau a massivement refusé (80 %) de joindre la grève d'hier. À peine une vingtaine de cégepiens ont ainsi fait le voyage à Montréal afin de manifester pour la gratuité scolaire. Même participation timide à la marche du 22 mars dans les rues de la métropole afin de réclamer le gel des droits de scolarité aux côtés des deux fédérations étudiantes.

## FRONT RÉGIONAL

Indépendantes pour la plupart des organisations nationales, les associations étudiantes de Québec ont préféré s'organiser autour d'un front régional. La coalition qui regroupe la quasi-totalité des établissements postsecondaires de la capitale a ainsi attiré 250 manifestants le 21 mars pour dénoncer un éventuel dégel.

« On sentait qu'on pouvait mieux représenter nos membres en étant indépendants des mouvements nationaux », explique la présidente de la CADEUL, Karine Millaire.

L'issue de la dernière grève générale du printemps 2005 semble avoir laissé de profondes divisions dans le mouvement étudiant. Plusieurs associations ont quitté la FEUQ, insatisfaites de l'entente avec le gouvernement. Et, plus radicale, l'ASSE a mal digéré de voir sa rivale s'approprier le crédit pour un mouvement qu'elle avait entrepris.

« L'idéal serait de laisser tomber les bannières, reconnaît Alexandre Ranger, porte-parole du Front régional des associations étudiantes de Québec. Avec le contexte politique, il va falloir que les étudiants s'unissent. »



# ADQ et PLQ pour le dégel

**Michel Corbeil**  
mcorbeil@lesoleil.com

**Simon Boivin**  
sboivin@lesoleil.com

**Les leaders étudiants sont mieux de s'y faire. Le gouvernement minoritaire libéral et l'opposition officielle adéquate s'entendent sur un dégel des droits de scolarité, un dégel qui faisait partie de leurs promesses électorales.**

Hier, il n'a pas été possible d'interroger Jean Charest à ce sujet. Mais son entourage est formel : le Parti libéral du Québec a promis de majorer les frais d'inscription de 50 \$ par session chaque année, pour accéder à l'université; ce sera chose faite dans les prochains mois.

« Le PLQ a proposé un programme », a expliqué au *Soleil* Hugo D'Amours, l'attaché de presse du chef libéral. « M. Charest a été élu. Le gouvernement proposera de réaliser » des engagements, dont celui-ci, qui rejoint une des positions défendues par l'Action démocratique du Québec.

Le porte-parole ne s'est pas avancé sur le moment exact où se produira le dégel. M. D'Amours a rappelé que le nom du titulaire du ministère de l'Éducation n'est pas

encore connu. « Avant ça, il n'y aura pas de commentaire. »

Il est possible que la décision ne soit pas prise durant la session qui débutera dans quelques semaines, a-t-il convenu. « Mais ce ne sera pas dans la quatrième année du mandat, a-t-il poursuivi, mi-sérieux. Nous avons pris un engagement. C'est toujours la volonté du gouvernement. »

#### RAISONNABLE, SELON L'ADQ

Ce n'est pas le chef de l'opposition officielle, Mario Dumont, qui se dressera sur la route du gouvernement Charest dans ce dossier. Depuis quelques élections déjà, l'ADQ suggère que les étudiants paient plus pour s'éduquer.

« On pense que c'est une chose fort raisonnable à faire de dégeler les frais de scolarité, fort res-

ponsable, a souligné le leader de l'ADQ. On doit financer nos institutions d'enseignement supérieur davantage collectivement, mais les étudiants doivent aussi y participer. »

Toutefois, en campagne, M. Dumont s'est engagé à limiter les augmentations à la hausse du coût de la vie. Ce que le plan libéral propose lui apparaît un peu élevé. « Évidemment, ce n'est pas démesuré par rapport à (la hausse du coût de la vie), mais je pense que ça pourrait être moins. La priorité pour nous, c'est que ça n'augmente pas trop vite et que les étudiants les plus démunis soient compensés par des bourses. »

Le chef adéquate veut attendre de voir ce qui lui sera proposé par le gouvernement Charest avant de dire s'il cherchera à négocier une diminution des hausses.

Selon lui, la position du Parti québécois sur le gel a été « très dure à tenir » parce que « la vérité finissait par émerger de ses propres rangs tant ce dossier-là est passé dû ». « C'est une position qui a senti l'opportunisme électoral à plein nez et j'invite l'opposition officielle (sic) à se raviser », a lancé Mario Dumont.



Jean Charest a promis en campagne électorale de majorer les frais d'inscription de 50 \$ par session chaque année, pour accéder à l'université. — PHOTO FC



Depuis quelques élections déjà, Mario Dumont suggère que les étudiants paient plus pour s'éduquer. — PHOTO LE SOLEIL, JEAN-MARIE VILLENEUVE



Plus de 1500 jeunes ont marché au nom de la gratuité scolaire, brandissant le spectre de la «grève générale illimitée».

— JOURNAL LE PRESS, ARMAND TRUCHER

# Montréal envahie par les étudiants



Sous les cris et les slogans bien connus des milieux étudiants — «Sau-sau-sau, sauvons l'éducation!» —, les manifestants ont pacifiquement évolué dans le centre-ville de la métropole. — PHOTO PC

Presse canadienne

**MONTRÉAL** — Le cœur névralgique et financier de Montréal a été envahi hier par plus de 1500 étudiants sympathiques aux revendications de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE).

Sous un soleil printanier, les jeunes ont marché au nom de la gratuité scolaire, brandissant le spectre de la «grève générale illimitée».

«On a peut-être l'air d'une gang d'utopistes, mais à voir le monde qu'il y a ici, je pense qu'on ne rêve pas en couleurs! a lancé un étudiant à la foule réunie au square Victoria, non loin de la tour de la Bourse. Il faut saisir nos instances, faire des actions! Il faut lancer un message clair au gouvernement que s'il ne nous écoute pas, c'est la grève générale illimitée!»

Sous les cris et les slogans bien connus des milieux étudiants — «Sau-sau-sau, sauvons l'éducation!» —, les manifestants ont

pacifiquement évolué dans le centre-ville, en pleine heure de pointe, suivant un itinéraire en apparence destiné à perturber la circulation dans le centre financier.

«L'intérêt du gouvernement Charest, c'est l'argent, les banques qui nous entourent, c'est pas du tout nous autres!» a lancé un porte-parole.

Plutôt que des arrêts traditionnels aux bureaux des ministres importants, y compris celui du premier ministre Jean Charest, les étudiants ont cette fois-ci fait une pause devant un bureau d'avocats logé dans la tour Ville-Marie et un centre de recherche universitaire.

Ils accusent le premier d'avoir produit un avis juridique pour le compte de la Fédération des cégeps limitant leur droit de manifester dans les cégeps. Ils s'insurgent contre le fait que le second ait récemment livré une étude validant l'idée de dégel des droits de scolarité à l'université.

Pendant que la police de Montréal penchait pour une estimation de 800 à 1000 personnes pour

mesurer l'ampleur de la foule, les organisateurs de l'ASSE, eux, ont porté à 5000 le nombre de manifestants.

## GRÈVE D'UN JOUR

Dans 16 cégeps et quelques facultés universitaires, plus de 40 000 étudiants étaient en grève l'espace d'une journée, ce qui leur a permis de joindre les manifestants. L'ASSE, souvent décriée comme une branche plus radicale comparativement aux deux fédérations étudiantes (FECQ et FRUQ), avait convié les manifestants à s'opposer à la volonté de dégel des droits de scolarité «du gouvernement Charest-Dumont», comme ses porte-parole l'ont indiqué hier.

Indignée par l'idée d'un possible dégel des droits, prônée non seulement par les libéraux mais aussi par l'ADQ de Mario Dumont, l'ASSE revendique la «gratuité scolaire à tous les niveaux» ainsi qu'une augmentation des ressources en éducation postsecondaire. Elle souhaite également la

création d'un système public de services de garde dans les établissements d'enseignement supérieur pour soutenir les étudiants parents.

Deux syndicats d'enseignants de collège ont offert leur appui aux manifestants. La Fédération autonome du collégial (FAC) et la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) ont applaudi cette présence dans la rue, dénonçant au passage la loi C-43 sur les conditions de travail des employés du secteur public, laquelle restreint les perturbations syndicales.

Les véhicules des policiers étaient présents hier pour baliser le parcours des manifestants, mais à certaines intersections, ils étaient si peu nombreux que cela a donné lieu à un certain chaos. Des voitures s'aventuraient à travers les hordes d'étudiants. Seules quelques canettes de peinture ont été lancées sur des statues bordant le bureau du premier ministre Charest, angle McGill College et Sherbrooke.





Sous les cris et les slogans bien connus des milieux étudiants — « Sau-sau-sau, sauvons l'éducation ! » —, les manifestants ont pacifiquement évolué dans le centre-ville de la métropole. — PHOTO FC

---

## 24 HEURES: Contre le dégel des frais de scolarité – Vendredi 30 mars 2007

---



- photo Rogério Barbosa

### Contre le dégel des frais de scolarité

Environ 1500 étudiants des cégeps et universités du Québec se sont réunis, hier après-midi au Square Victoria, pour manifester contre le dégel des frais de scolarité promis par les libéraux de Jean Charest. Dans son programme électoral, le PLQ a prévu un dégel des frais de scolarité de 50 \$ par session jus-

qu'en 2012. L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante veut remettre sur la table le principe de la gratuité scolaire comme projet de société. Hier matin, des étudiants ont bloqué l'accès au Collège Maisonneuve et au cégep du Vieux-Montréal pour ainsi forcer l'annulation des cours. (JCG)

## Manif « Nous ne sommes pas clients, nous sommes étudiants! »



Plus de 1 000 étudiants ont manifesté hier pour demander la gratuité scolaire, alors que le premier ministre Jean Charest pourrait annoncer la fin du gel des droits de scolarité lors du dépôt du prochain budget. Si tel était le cas, une grève générale illimitée pourrait être déclenchée cet automne.

## JOURNAL DE MONTRÉAL: "Il faut multiplier par six les frais de scolarité" - Robert Lacroix - Vendredi 30 mars 2007



PHOTO D'ARCHIVES  
**Robert Lacroix juge que c'est « suicidaire » de maintenir les frais de scolarité à leur niveau actuel.**

**« Il faut multiplier par six les frais de scolarité » - Robert Lacroix**

**JEAN-PHILIPPE PINEAULT**

Le gouvernement est carrément « suicidaire » s'il ne multiplie pas par six les frais de scolarité actuellement exigés aux étudiants, pense un expert.

« On doit absolument rejoindre la moyenne canadienne, sinon ce sont les diplômés québécois qui vont perdre de leur valeur », fait valoir Robert Lacroix, ex-recteur à l'Université de Montréal.

Selon ce dernier, c'est un véritable scénario catastrophe qui attend le réseau de l'éducation postsecondaire si les étudiants ne contrôlent pas davantage.

« La situation va se détériorer de plus en plus dans les universités. Ceux qui vont avoir les moyens vont aller étudier ailleurs qu'au Québec », affirme le chercheur du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations.

### Les étudiants se ferment les yeux

L'ancien grand patron de l'Université de Montréal est d'avis que ce sont les étudiants qui sont les grands perdants avec un gel des frais de scolarité.

« Ils se ferment les yeux sur le problème. C'est la qualité de leur formation qui en souffre », dit-il.

À ce chapitre, M. Lacroix souligne que le sous-financement des universités a entraîné l'embauche de chartrés de cours plutôt que de professeurs, des classes plus populaires, des bibliothèques dégringolées et la dégradation des immeubles.



# MANIFESTATION

ÉTU



PHOTO BENOÎT PELOSSE

Plusieurs milliers d'étudiants ont pris les rues d'assaut hier pour s'opposer à un éventuel dégel des frais de scolarité et réclamer la gratuité scolaire à tous les niveaux. En réaction à la réélection des libéraux et à l'arrivée de l'ADQ comme opposition officielle, les manifestants ont scandé que «la paix sociale est maintenant terminée», puisque ces partis tenteront de dégeler les frais.

## FRAIS DE SCOLARITÉ

# Québec va mettre fin à la gratuité

Même s'ils défendent bec et ongles le gel des frais de scolarité, les étudiants devront se faire à l'idée : ce n'est qu'une question de temps avant que le gouvernement vienne piger plus d'argent dans leurs poches.

JEAN-PHILIPPE PINEAULT

Le Journal de Montréal

Le nouveau gouvernement libéral et l'opposition officielle, formée maintenant par l'ADQ, se sont entendus sur le sujet en campagne électorale. Le gel des frais de scolarité doit prendre fin.

Dans sa plateforme électorale sur laquelle il s'est fait élire lundi, le parti de Jean Charest s'est engagé à hausser la note des étudiants d'environ 100 \$ par année.

Quant au parti de Mario Dumont, ce dernier a promis de redresser le financement des institutions d'enseignement postsecondaire, y compris la contribution des étudiants. L'ADQ n'a toutefois pas chiffré le montant supplémentaire que devraient déboursier les étudiants.

### La gratuité scolaire

Plusieurs organisations étudiantes s'op-

posent évidemment au souhait des deux principaux partis de hausser leurs frais.

«Les propositions du PLQ et de l'ADQ permettraient d'aller chercher de 10 à 15 millions chez les étudiants. Mais c'est plus idéologique qu'autre chose. Ce n'est pas ça qui va régler le problème du déficit», dit Christian Bélair, président de la FEUQ.

L'Association pour une Solidarité, qui tenait hier une manifestation dans les rues de Montréal, va encore plus loin. Ses membres réclament rien de moins que la gratuité scolaire.

### Étudiants dissidents

Ce n'est pas l'ensemble des regroupements étudiants qui refuse d'ouvrir le débat sur les frais de scolarité.

L'Association étudiante de l'École des sciences de la gestion de l'UQAM (AEESG) est d'avis que le dégel est non seulement «important» mais «nécessaire».

«Les étudiants doivent faire leur part», juge la présidente de l'AEESG, Stéphanie Gibeau.

«Avec le gel des frais de scolarité, on assiste à une dégradation de la qualité de l'enseignement et ça, c'est inacceptable», dit-elle.



PHOTOS BENOÎT PELOSSE

Les pancartes électorales de tous les partis ont subi un mauvais sort sur le chemin des manifestants. Les policiers n'ont procédé à aucune arrestation. Quelques ballons de peinture ont endommagé le mobilier urbain, mais les autorités ont rapidement nettoyé les dégâts.



*Restaurant workers take a break to watch as protesters march by on Cathcart St. yesterday to demand free university tuition. Most of the demonstrators came from local CEGEPs.*

*Photograph by : JOHN KENNEY, THE GAZETTE*

IRWIN BLOCK, The Gazette

Thousands of students, most of them from local CEGEPs, boycotted classes yesterday and marched through downtown to press their call to eliminate university tuition fees.

The protest was organized by the Association pour une solidarite syndicale etudiante, which represents student associations whose memberships total 47,000 college and university students across Quebec.

While some students estimated the crowd at 5,000, they had no way of knowing the exact number. Montreal police, who followed the marchers closely, would not give a crowd estimate.

Despite the main chant - "Assez, c'est assez, la paix sociale est terminee" ("Enough is enough, the era of social peace is over") - there was no violence during the 21/2-hour protest.

The marchers denounced Premier Jean Charest and the Liberal government's commitment to end the 13-year freeze on university tuition fees. They also decried Action

democratique du Quebec leader Mario Dumont, who wants to raise tuition levels.

University tuition in Quebec, which averages \$1,668 a year, is the lowest in Canada. The Liberal government is committed to increasing tuition by \$100 a year over the next five years.

A spot check indicated students boycotted classes at St. Laurent, Vieux Montreal and Marie-Victorin CEGEPs, College de Maisonneuve, and in the letters and humanities faculty of the Universite de Sherbrooke.

But only a handful at the Universite du Quebec a Montreal obeyed the boycott call, and classes went ahead in the usually radical humanities and political science departments, UQAM official Francine Jacques said.

The association was founded in 2001 to push a more radical line than the two mainstream student associations in Quebec. It also wants improved services on campuses, and daycare to accommodate students who have children and work.

**RADIO-CANADA / MONTRÉAL : Manifestation étudiante : Circulation perturbée au centre-ville - Mise à jour le jeudi 29 mars 2007 à 17 h 05**

<p>Plus d'info Audio et Vidéo <a href="#">Jacques Bissonnet fait un retour sur la manifestation étudiante.</a> <a href="#">Bruno Coulombe s'est rendu au Cégep du Vieux-Montréal.</a> <a href="#">Désautels: Les étudiants de Cégeps et Universités, membres de l'ASSÉ, manifestent à Montréal pour réclamer la gratuité scolaire. Entrevue avec Jaouad Laroussi.</a> <a href="#">Michel Viens s'entretient avec Jaouad Laaroussi, porte-porte de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, au sujet de la manifestation prévue.</a></p> <p>Le débrayage de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) culmine par une marche dans les rues de Montréal. Partis du Square Victoria, quelque 1000 étudiants se sont rendus au parc Émilie-Gamelin près de l'Université du Québec à Montréal.</p> <p>La manifestation, qui s'est mis en branle vers 15 h 00, a perturbé la circulation automobile.</p> <p>Des étudiants ont bloqué l'accès au Cégep du Vieux-Montréal, en matinée, après avoir occupé des locaux de</p>	<p>l'établissement la nuit dernière. Ils ont ainsi forcé l'annulation des cours pour protester contre le dégel des droits de scolarité prévu au programme du Parti libéral du Québec (PLQ) élu lors de l'élection de lundi dernier.</p> <p>Ces actions estudiantines constituent les premiers contrecoups de l'élection du PLQ, dans un gouvernement minoritaire, avec l'Action démocratique du Québec (ADQ) comme opposition officielle. Ces deux partis prônent l'augmentation des frais de scolarité.</p> <p>Il s'agit d'un coup de semonce des milieux étudiants puisqu'une mobilisation générale n'est pas prévue avant le dépôt du prochain budget du gouvernement provincial.</p> <p>Une éventuelle action d'envergure s'effectuerait, au plus tôt, à l'automne.</p> <p>La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et sa consœur du collégial (FECQ) estiment qu'il faut maintenir le gel des droits de scolarité. Elles soutiennent que le dégel des frais de scolarité ne représente pas une solution au sous-financement des universités et que d'autres solutions sont envisageables.</p> <p>La semaine dernière, une douzaine de cégeps affiliés de la FECQ ont débrayé.</p>
--	--

**LCN : Frais de scolarité : Des milliers d'étudiants manifestent - Mise à jour: jeudi 29 mars 2007, à 16:03**

<p>Une importante manifestation d'étudiants s'est déroulée au centre-ville de Montréal.</p> <p>Entre 2000 et 3000 universitaires et de cégepiens se sont d'abord rassemblés au square Victoria pour manifester contre le dégel des droits de scolarité. Les étudiants ont terminé leur trajet au parc Émilie-Gamelin.</p> <p>Seuls quelques méfaits ont été commis. Des balles de peinture ont été lancées contre une banque et un commerce, et une poubelle a pris feu.</p>	<p>Le dégel, soutenu tant par le gouvernement libéral que par l'opposition adéquiste, inquiète les étudiants qui favorisent la gratuité.</p> <p>En tout, 46 000 étudiants ont été invités à s'absenter de leurs cours pour prendre part à la manifestation: 15 000 des universités et 30 000 des cégeps.</p>
--	--

**RADIO-CANADA / POLITIQUE : Droits de scolarité : La gratuité plutôt que le dégel - Mise à jour le jeudi 29 mars 2007 à 15 h 07**

<p>Plus d'info Audio et Vidéo <a href="#">Jacques Bissonnet fait un retour sur la manifestation étudiante.</a> <a href="#">Bruno Coulombe s'est rendu au Cégep du Vieux-Montréal.</a> <a href="#">Désautels: Les étudiants de Cégeps et Universités, membres de l'ASSÉ, manifestent à Montréal pour réclamer la gratuité scolaire. Entrevue avec Jaouad Laroussi.</a> <a href="#">Michel Viens s'entretient avec Jaouad Laaroussi, porte-porte de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, au sujet de la manifestation prévue.</a></p> <p>Les associations étudiantes du Québec continuent de fourbir leurs armes en prévision d'un éventuel dégel des droits de scolarité que pourrait adopter le nouveau gouvernement minoritaire de Jean Charest.</p> <p>L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), qui représente quelque 42 000 étudiants, a tenu</p>	<p>une journée de débrayage jeudi pour réclamer la gratuité complète des études postsecondaires.</p> <p>Partis du Square Victoria, quelque 1500 étudiants se sont rendus au parc Émilie-Gamelin près de l'Université du Québec à Montréal. Des étudiants d'une quinzaine d'associations étudiantes, dont celles du Collège de Maisonneuve et des cégeps du Vieux-Montréal de Trois-Rivières, de Sherbrooke et de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke, ont participé à la manifestation.</p> <p>« C'est pour revendiquer un droit fondamental, qui est l'éducation. On pense que l'éducation, c'est un droit, pas un privilège. Et si c'est un droit, ça devrait être gratuit », résume une porte-parole de l'association des étudiants du Collège de Maisonneuve, Geneviève Simon.</p> <p>Jeudi matin, des étudiants ont bloqué l'accès au Collège Maisonneuve et au Cégep du Vieux-Montréal. À ce dernier endroit, une occupation des locaux a aussi été organisée dans la nuit de mercredi à jeudi.</p>
--	---



Le Cégep de Sherbrooke et le Collège de Maisonneuve ont accepté en début de matinée de suspendre les cours pour la journée.

Le directeur du Collège, Pierre Harrison, ne cache pas qu'il appuie les revendications des étudiants. « Ce qu'il faut défendre, c'est l'accessibilité de l'ensemble des jeunes du Québec aux collèges et aux universités. Il faut le garantir. Et à ce titre là, si c'est ça la revendication, l'accessibilité, ils ont raison », affirme-t-il.

Le président du syndicat des enseignants du Collège, Guy Champagne, se montre lui aussi conciliant. « On considère que les étudiants exercent un droit démocratique: celui de manifester. Moi, je ne peux pas m'opposer à ça. »

La semaine dernière, deux autres associations étudiantes, soit la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ),

ont également manifesté. Ces deux regroupements sont en faveur d'un maintien du gel des droits de scolarité.

L'idée de tenir une grève générale semble toutefois écartée ce printemps. La FECQ et la FEUQ préfèrent attendre de voir ce que proposera le nouveau gouvernement Charest.

L'ASSE considère cependant l'organisation d'un débrayage général l'automne prochain. Un congrès visant à planifier cette grève est d'ailleurs prévu le samedi 7 avril.

Le Parti libéral du Québec et l'Action démocratique du Québec, qui occupent ensemble 89 des 125 sièges de l'Assemblée nationale, préconisent une hausse des droits de scolarité, qui sont gelés depuis 1994. Dans le programme du PLQ, il est prévu un dégel des frais de scolarité de 50 \$ par session jusqu'en 2012, ce qui les porterait à 2168 \$ par an.

## **RADIO\_CANADA / POLITIQUE : Droits de scolarité : La gratuité plutôt que le dégel - Mise à jour le jeudi 29 mars 2007 à 11 h 14**

Plus d'info

[Audio et Vidéo](#)

[Bruno Coulombe fait part de la mobilisation des étudiants.](#)

[Michel Viens s'entretient avec Jaouad Laaroussi, porte-parole de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, au sujet de la manifestation prévue.](#)

[Caroline Belley se trouve devant le Cégep du Vieux-Montréal où les étudiants ont commencé à manifester et à bloquer les portes.](#)

Les associations étudiantes du Québec continuent de fourbir leurs armes en prévision d'un éventuel dégel des droits de scolarité que pourrait adopter le nouveau gouvernement minoritaire de Jean Charest.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), qui représente quelque 42 000 étudiants, tient une journée de débrayage jeudi. Ce groupe, réputé radical, préconise au contraire la gratuité complète des études postsecondaires.

Le Parti libéral du Québec et l'Action démocratique du Québec, qui occupent ensemble 99 des 125 sièges de l'Assemblée nationale, préconisent plutôt une hausse des droits de scolarité, qui sont gelés depuis 1994.

Le débrayage de l'ASSE culminera par une marche dans les rues de Montréal. La manifestation se mettra en branle vers 14 h 30, au Square Victoria. Le trajet qu'emprunteront les manifestants n'a pas été dévoilé.

« C'est pour revendiquer un droit fondamental, qui est l'éducation. On pense que l'éducation, c'est un droit, pas un privilège. Et si c'est un droit, ça devrait être gratuit », résume une porte-parole de l'association des étudiants du Collège de Maisonneuve, Geneviève Simon.

Des étudiants membres d'une quinzaine d'associations étudiantes, dont celles du Collège de Maisonneuve, et des cégeps du Vieux-Montréal de Trois-Rivières, de Sherbrooke et de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke, doivent participer à la manifestation.

Jeudi matin, des étudiants ont bloqué l'accès au Collège Maisonneuve et au cégep du Vieux-Montréal. À ce dernier endroit, une occupation des locaux a aussi été organisée dans la nuit de mercredi à jeudi.

Le Collège de Maisonneuve a accepté en début de matinée de suspendre les cours pour la journée. Son directeur, Pierre Harrison, ne cache pas qu'il appuie les revendications des étudiants.

« Ce qu'il faut défendre, c'est l'accessibilité de l'ensemble des jeunes du Québec aux collèges et aux universités. Il faut le garantir. Et à ce titre là, si c'est ça la revendication, l'accessibilité, ils ont raison », affirme-t-il.

La semaine dernière, deux autres associations étudiantes, soit la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ont également manifesté. Ces deux regroupements se disent en faveur d'un maintien du gel des droits de scolarité.

L'idée de tenir une grève générale semble toutefois écartée ce printemps. La FECQ et la FEUQ préfèrent attendre de voir ce que proposera le nouveau gouvernement Charest.

L'ASSE considère cependant l'organisation d'un débrayage général l'automne prochain. Un congrès visant à planifier cette grève est d'ailleurs prévu le samedi 7 avril.

Dans le programme du Parti libéral du Québec, il est prévu un dégel des frais de scolarité de 50 \$ par session jusqu'en 2012, ce qui les porterait à 2168 \$ par an.

## **LE DEVOIR : En grève pour la gratuité - Édition du jeudi 29 mars 2007**

[Marie-Andrée Chouinard](#)

Le dégel des droits de scolarité, soutenu tant par le gouvernement libéral minoritaire que par l'opposition adéquate, est inacceptable, rappellent les étudiants, qui descendront aujourd'hui dans la rue pour rappeler que « la seule option acceptable, c'est la gratuité ».

Près d'une quinzaine d'associations étudiantes majoritairement associées à l'ASSE (Association pour une solidarité syndicale étudiante) ont accepté l'idée d'une levée de cours d'une journée. Selon les chiffres du groupe, environ 46 000 étudiants -- 15 000 des universités, 30 000 des cégeps -- ne se présenteront donc pas en classe aujourd'hui.



On ne sait pas combien d'entre eux répondront à l'appel de l'ASSE et se rallieront au square Victoria, à Montréal, pour une manifestation «remplie d'actions-surprises et symboliques», comme l'a rappelé hier la porte-parole Evelyne-Élise Paquette. La manifestation, qui démarre en milieu d'après-midi, sera pacifique, «car nous avons invité parents et enfants à se joindre à nous», a-t-elle ajouté.

L'ASSE, qui milite depuis sa création pour la gratuité scolaire, profite de l'arrivée de ce gouvernement minoritaire libéral et d'une opposition fortement adéquate pour marteler son message. En campagne, les deux partis se sont montrés favorables à un dégel des droits de scolarité, les libéraux en ayant fait une proposition formelle, à raison de 50 \$ par session; les adéquistes ont ouvert quant à eux la porte à une indexation des droits, actuellement gelés au même niveau depuis 1994.

Le brasse-camarade politique des derniers jours a aussi fourni l'occasion hier à la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et à la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) de partager leurs «grandes inquiétudes» face au sort réservé à l'éducation dans la formation politique actuelle.

«La composition libérale minoritaire et l'opposition adéquate créent beaucoup d'incertitude», a indiqué hier Étienne Hudon-Gagnon, président de la FECQ, qui précise que le «printemps sera un test» pour les trois partis installés à l'Assemblée nationale. Outre les droits de scolarité, les prêts et bourses et le réinvestissement attendu en éducation postsecondaire sont des éléments d'inquiétude pour les fédérations.

«Nous nous plaçons en mode représentation, en allant dans les comtés rencontrer les élus, particulièrement de l'ADQ», a affirmé Christian Bélair, président de la FEUQ. «Un budget doit être adopté prochainement, et aucun de ces deux partis ne nous a convaincus de sa vision de l'éducation.»

La situation inédite, pour le Québec, d'un gouvernement minoritaire pourrait «jouer en notre faveur», croit toutefois M. Bélair. Les étudiants de la FECQ et la FEUQ avaient choisi de mobiliser les troupes la semaine dernière, avant le jour du scrutin.

La Fédération des cégeps a rappelé de son côté que les levées de cours ne doivent pas «entraver l'accès au collège ni modifier ses opérations normales», comme l'a indiqué Caroline Tessier, directrice des communications de cette fédération. La loi C-43 (Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public) oblige les directions de collège à veiller au grain, mais dans certains groupes étudiants cette vigilance indispose.

«Des directions de collège ont indiqué qu'elles allaient utiliser un imposant dispositif de sécurité», déplore-t-on à l'ASSE. La lecture juridique de la loi, qui indique que «nul ne peut» entraver l'accès à un collège sous peine d'amendes, fait dire en revanche à la Fédération des cégeps que les étudiants sont visés par la loi et peuvent en effet se voir imposer une peine financière si cet article est bafoué.

«Les étudiants ont tout à fait le droit de manifester pacifiquement, mais les gestionnaires, en revanche, sont soumis aux termes de la loi C-43, qu'ils doivent faire respecter», rappelle Mme Tessier.

## MÉTRO : 1ère page : Grève étudiante d'un jour contre le dégel – Jeudi 29 mars 2008

# Grève étudiante d'un jour contre le dégel

MATHIAS MARCHAL  
marchalm@metronouvelles.com

**Le nouveau gouvernement en faveur du dégel**  
Les chefs libéral et adéquiste, Jean Charest et Mario Dumont, s'étant tous deux prononcés pour le dégel des droits de scolarité, les associations étudiantes craignent de voir les coûts augmenter. «Pourtant, c'est faux de croire que le dégel des frais de scolarité va résoudre le problème de financement dans les universités», pense Christian Bélair, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Selon lui, la hausse prévue dans les programmes du PLQ et de l'ADQ ne rapporterait que de 10 M\$ à 15 M\$, alors que le sous-financement des universités est de 375 M\$. «Il faudrait mieux aller puiser dans les sommes supplémentaires promises par le gouvernement fédéral avant d'aller puiser dans la poche des étudiants», clame-t-il.

### Sans la FEUQ

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) ne participe pas au mouvement de grève d'aujourd'hui, mais dit poursuivre la mobilisation contre le dégel.

**ÉDUCATION.** Le mouvement étudiant continue de donner de la voix. Aujourd'hui, des étudiants en grève manifesteront au centre-ville pour la gratuité scolaire et contre le dégel des droits de scolarité. Derrière cette manifestation : l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), qui regroupe des étudiants des cégeps et des universités. La manifestation partira à 14 h 30 du square Victoria. «Ce sera aussi l'occasion de demander l'installation d'un système de garderies adaptées aux contraintes des étudiants, mais on demande aussi une amélioration des services offerts, par exemple dans les bibliothèques», lance Evelyne-Élise Paquette, porte-parole de l'ASSE.

## THE GAZETTE : Students to protest today as tuition hike looms: Liberals, ADQ on similar wave lengths - Thursday, March 29, 2007

IRWIN BLOCK, The Gazette



A demonstration is set for today in Montreal by student groups warning that if the federal tuition hike is not lifted, they will not sit idly by while the new minority government lifts the tuition freeze that has been in effect for 13 years. Students will be "consulted and mobilized" this fall to ensure their voice is heard, Etienne Hudon-Gagnon, president of the Federation etudiante collegiale du Quebec, said in a joint statement with Christian Belair, president of the Federation etudiante universitaire du Quebec. "Students will not hand over a blank cheque to those elected on the pretext of instability and a supposed mandate from voters," they said. Premier Jean Charest went into the election campaign committed to boosting university tuition by \$50 per session over five years, or a total of \$500 by 2012. The opposition Parti Quebecois opposed lifting the tuition freeze, which has resulted in average tuition here of \$1,668 - the lowest in Canada. With the PQ now in third place, the Liberals are poised to work with the Action democratique du Quebec, which also believes in higher tuition fees. The ADQ program calls for "correcting" the financing of post-secondary education.

Eric Caire, elected for the ADQ in the suburban Quebec City riding of La Peltrie, said in a phone interview that fees were never really frozen, because universities (and CEGEPS) impose ancillary fees for specific services. ADQ policy is to end the freeze, ban ancillary fees, and support fee hikes that are no higher than the increase in the cost of living. This would not be retroactive, said Caire, who has been following education policy. "This hike would be tied to an increase in bursaries for needy students," he said. The net result, as calculated by ADQ economic specialist Gilles Taillon, would be about \$35 a session, assuming annual inflation at two to 2.5 per cent - not far off the Liberals' \$50 a session. Is there room for compromise here, Caire was asked. "From our side, we are open to being responsible," he replied. "We are close to the same target." McGill University principal Heather Munroe-Blum, who has called for tuitions to rise over three years to the Canadian average of \$4,347, issued a brief statement calling on all parties to work together to tackle the university funding crisis. She did not mention tuition fees.

**CNW : Convocation - Grève étudiante et manifestation le 29 mars: Le dégel ne passera pas (ASSE) – Mercredi 28 mars 2007, à 7h00**

MONTREAL, le 28 mars /CNW Telbec/ - L'Association pour une Solidarité Syndicale Etudiante (ASSE) tiendra une manifestation nationale jeudi le 29 mars 2007 à Montréal. Ce sera l'occasion d'avertir le gouvernement libéral qui vient d'être réélu : le dégel ne passera pas, la seule option acceptable, c'est la gratuité scolaire. Les médias sont invités à un point de presse auquel Jaouad Laaroussi et Evelyne Elise Paquette, porte-parole de l'ASSE seront présent et présente. Les porte-parole seront aussi disponibles après le point de presse pour des entrevues. Les médias sont également conviés à suivre la manifestation où ils pourront rencontrer les manifestants et manifestantes.

Date : Jeudi, le 29 mars 2007  
 Heure : 14h50  
 Lieu : Square Victoria, au coin de la rue Saint-Jacques et McGill (en face des bureaux de TQS).  
 Seule association étudiante nationale comprenant des membres de tous les cycles d'enseignement supérieur, l'ASSE regroupe actuellement plus de 42 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec. Elle milite depuis sa création pour l'instauration de la gratuité scolaire à tous les niveaux.  
 Renseignements: Hubert Gendron-Blais, attaché de presse, Cellulaire: (514) 835-2444; Bureau de l'ASSE: (514) 390-0110; [www.asse-solidarite.qc.ca](http://www.asse-solidarite.qc.ca)

**LE DEVOIR : En bref - Dégel des droits de scolarité: l'ASSE menace d'une grève générale - Édition du lundi 26 mars 2007**

PC  
 L'Association pour une solidarité syndicale étudiante, l'ASSE, prévient déjà le prochain gouvernement du Québec que les étudiants sont prêts à déclencher une grève générale illimitée à l'automne si le dégel des droits de scolarité est mis en vigueur. Entre-temps, l'ASSE, qui représente 42 000 étudiants universitaires et collégiaux, tiendra un débrayage d'une

journée, jeudi prochain. Une manifestation aura alors lieu à Montréal. L'ASSE, reconnue comme étant plus radicale que les autres associations étudiantes, exige purement et simplement la gratuité scolaire à tous les niveaux. Elle évalue qu'il en coûterait seulement 150 millions par année au trésor québécois. L'ASSE veut lancer un message clair au gouvernement qui sera élu: le dégel des droits de scolarité ou même le statu quo sera inacceptable.



## Les étudiants prêts à la grève

Si le gouvernement persiste avec son projet de dégel des frais de scolarité, les étudiants déclencheront une grève générale illimitée dès la prochaine rentrée. C'est ce qu'a indiqué, hier, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante. D'autre part, l'ASSE, qui représente 42 000 étudiants universitaires et collégiaux, tiendra une journée de débrayage jeudi prochain. Une manifestation aura lieu au centre-ville. L'ASSE, reconnue comme étant plus radicale que les autres associations étudiantes, exige la gratuité scolaire à tous les niveaux. (JCG)

## Dégel des frais de scolarité Menace de grève générale illimitée



En décembre dernier, les radicaux de l'ASSE réclamaient déjà la gratuité, lors d'une manifestation.

**ÉDUCATION.** L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) prévient déjà le prochain gouvernement du Québec que les étudiants sont prêts à déclencher une grève générale illimitée à l'automne si le dégel des frais de scolarité est mis en vigueur.

Entre-temps, l'ASSE, qui

représente 42 000 étudiants universitaires et collégiaux, tiendra un débrayage d'une journée, jeudi prochain. Une manifestation aura alors lieu à Montréal.

L'ASSE, reconnue comme étant plus radicale que les autres associations étudiantes, exige purement et simplement la gratuité sco-

laire à tous les niveaux. Elle évalue que cela coûterait seulement 150 millions \$ par année au trésor québécois.

L'ASSE veut lancer un message clair au gouvernement qui sera élu : le dégel des frais de scolarité ou même le statu quo sera inacceptable.

PC

---

**LCN : Droits de scolarité : Les étudiants lancent un ultimatum au prochain gouvernement - Mise à jour: dimanche 25 mars 2007, à 11:37**

---

Le prochain gouvernement qui prendra le pouvoir à Québec n'est pas encore connu que déjà certains groupes d'étudiants le menacent.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante prévient le prochain gouvernement que les étudiants sont prêts à déclencher une grève générale illimitée à l'automne si le dégel des droits de scolarité est mis en vigueur.

Entre-temps, le regroupement, qui représente 42 000 étudiants universitaires et collégiaux, tiendra un débrayage d'une journée, jeudi prochain. À cette occasion, une manifestation se tiendra à Montréal.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante, reconnue comme la plus radicale des associations étudiantes, exige la gratuité scolaire à tous les niveaux.

---

**CYBERPRESSE : Menace d'une grève générale en cas de dégel des droits - Le dimanche 25 mars 2007**

---

Montréal

**L'Association pour une solidarité syndicale étudiante, l'ASSE, prévient déjà le prochain gouvernement du Québec que les étudiants sont prêts à déclencher une grève générale illimitée à l'automne si le dégel des frais de scolarité est mis en vigueur.**

Entre-temps, l'ASSE, qui représente 42 000 étudiants universitaires et collégiaux, tiendra un débrayage d'une

journée, jeudi prochain. Une manifestation aura alors lieu à Montréal.

L'ASSE, reconnue comme étant plus radicale que les autres associations étudiantes, exige purement et simplement la gratuité scolaire à tous les niveaux. Elle évalue qu'il en coûterait seulement 150 millions \$ par année au trésor québécois.

L'ASSE veut lancer un message clair au gouvernement qui sera élu: le dégel des frais de scolarité ou même le statu quo sera inacceptable.

---